

MARCEL NIEDERGANG

La Révolution de Saint-Domingue



0636830156

En 1961 comme en 1965, ce sont les décisions américaines et non pas celles de l'O.E.A. qui ont fourni une ligne directrice moyenne à la politique intérieure dominicaine. Il est indispensable de savoir que la « Task-force » des États-Unis et ses bataillons de fusiliers marins se tiennent en permanence, à partir de septembre 1961, dans les eaux dominicaines, pour comprendre le comportement parfois absurde des principaux acteurs occupant le devant de la scène. Mais l'opération « se hâter lentement », mise au point par Washington, n'aurait pu réussir sans un certain nombre de facteurs.

Le peuple dominicain n'avait pas directement participé à la chute de Trujillo. Des sociologues américains ont comparé le complot du 30 mai à l'attentat contre Hitler de juillet, car, dans les deux cas, le renversement du dictateur fut préparé par des hommes très proches du pouvoir, fatigués des excès du régime ou menacés dans leurs propres intérêts. Ces mêmes experts estiment que le peuple dominicain souffrit, pendant plusieurs semaines, d'un complexe de frustration révolutionnaire. Puis, le malade berné, anesthésié et endormi pendant trente ans se réveilla. Durant plusieurs semaines, on assista à des accès de fièvre incontrôlés et à une succession de décisions contradictoires prises par des hommes sentant pour la première fois le pouvoir réel leur échapper.

Ramfis n'avait de toute façon ni l'envergure de son père, ni même un véritable appétit de commandement. Il se résigna facilement à la mission d'enquête de l'O.E.A. composée de représentants du Panama, de la Colombie, de l'Uruguay et des États-Unis, et se fit fort de leur prouver que le « processus de démocratisation » de la république Dominicaine était sérieusement entamé. Les prisonniers politiques, encore torturés quelques jours auparavant par les sbires de la S.I.M., furent en toute hâte remis, tant bien que mal, en état de répondre aux interrogatoires abstraits des enquêteurs naïfs de l'O.E.A. Les successeurs de Trujillo n'étaient pas véritablement inquiets. Ils savaient que les prisonniers ne dénonceraient pas les tortures de crainte de représailles contre leur famille encore en liberté. Ce fut notamment le cas de l'avocat Manuel Tavarez Justo, leader du Mouvement du 14-juin, emprisonné depuis dix-neuf mois, déjà affreusement torturé dans les locaux de la « Cuarenta », et qui ignorait le sort de ses deux enfants. Pour sa femme Minerva, l'une des trois sœurs Mirabal,

c'était trop tard. La S.I.M. l'avait déjà assassinée. Manolo n'avait pas dénoncé un seul de ses compagnons du 14 juin. Devant l'O.E.A., avec quelques policiers trujillistes assistant à l'entretien, il s'abstint de faire allusion aux « traitements à l'électricité » des spécialistes de la S.I.M. Les enquêteurs de l'O.E.A., à peu près aussi incompetents que devaient l'être leurs collègues de la mission de mai 1965, purent en conséquence envoyer des rapports satisfaisants. Après un mois d'investigation, la mission de l'O.E.A. décida que le régime de Joachim Balaguer s'efforçait effectivement de « démocratiser » le pays.

L'ancien ministre de Trujillo fit un nouveau pas. Il proposa au Dr Fiallo et à d'autres leaders politiques de faire partie d'un gouvernement de coalition. Ceux-ci acceptèrent, à condition que Joachim Balaguer expulsât les douze principaux chefs militaires trujillistes à commencer par les deux frères de l'ancien dictateur, les généraux Hector et Arismendi « Petan » Trujillo. Ramfis refusa catégoriquement et accusa Balaguer « d'outrepasser ses pouvoirs », en précisant que « toute mesure d'exil était inacceptable par les forces armées ». Décidément, la famille du *Benefactor* n'avait encore rien appris ou rien compris. Il fallut la multiplication des incidents dans la rue et l'agacement croissant de Washington pour précipiter les événements.

Naturellement, les étudiants jouèrent un rôle déterminant. Ils furent les premiers à prendre l'initiative d'un meeting public, dès le début de juillet. Quatre cents universitaires se réunirent devant le rectorat de Jose Machado, fidèle serviteur de Trujillo, et au pied de la statue géante de feu le *Benefactor*. L'arrivée de la police, armée de mitraillettes, dispersa rapidement la manifestation, mais le pli était pris. Le 29 juillet, quelques milliers de personnes, plus curieuses que passionnées, assistèrent à un meeting, place de l'Indépendance, au cours duquel le Dr Viriato Fiallo prit la parole. Mais ce n'était pas, à proprement parler, une réunion politique. Il s'agissait de rendre hommage « aux Dominicains morts ». Mais un orateur condamna publiquement la poursuite des « persécutions et de la torture ». De ce jour, le peuple prit l'habitude de descendre dans la rue ou d'aller à l'aéroport accueillir les membres de l'O.E.A. pour crier en cadence. « *Libertad! Libertad!* » Des émeutes éclatèrent, le

lions de dollars réclamés par le général Attila Luna sont accordés par la junte. Les États-Unis rompent les relations diplomatiques avec la république Dominicaine et suspendent leur aide économique. De fait, le libéral Juan Bosch était abandonné à son sort par le gouvernement de J.F. Kennedy, mis en échec dans les Caraïbes. Le 22 novembre 1963, J.F. Kennedy était assassiné à Dallas. Le 14 décembre 1963, le gouvernement Johnson renouait les relations diplomatiques avec la junte dominicaine...

La défaite des démocrates.

« Quand les militaires vinrent m'arrêter au Palais, a confié Juan Bosch, ils me demandèrent de me déshabiller. Un officier de police regarda la plante de mes pieds. Il eut l'air déçu. Il était persuadé que je portais la marque du parti communiste tatouée à cet endroit... Cette déconvenue n'empêcha pas de nombreux officiers d'aller raconter que je portais effectivement la marque communiste... »

Le 1^{er} octobre 1963, Juan Bosch arriva en exil, une nouvelle fois, à San Juan de Porto Rico. « Ma chute, déclara-t-il, est une expérience tragique pour toute l'Amérique latine... » En écho, son ami le gouverneur Muñoz Marín, répondit : « Il semble maintenant que le gouvernement des États-Unis devrait adopter une ligne extrêmement sévère de « non-reconnaissance » des régimes de force, et cette attitude devrait être imitée par tous les gouvernements démocratiques d'Amérique. »

Juan Bosch pouvait-il être sauvé par le gouvernement des États-Unis ? Il semble qu'il ait refusé l'offre de l'ambassadeur John Barlow Martin — son ami personnel à l'époque — de faire intervenir le porte-avions *SS Boxer* dans les eaux dominicaines, pour faire échec aux conspirateurs. Il ne pouvait pas, expliqua-t-il, devoir sa survie politique à une intervention américaine. En tout état de cause, il n'est pas certain que Washington était disposé à répondre à une éventuelle demande en ce sens de l'ambassadeur Barlow Martin, très critiqué dans certains milieux du Département d'État et même dans l'entourage du président Kennedy, où son « approche » excessivement « libérale » de la situation dominicaine déplaisait.

L'analyse des réactions de Washington, pendant l'année 1963, aux événements d'Amérique latine permet en tout cas de douter fortement de la volonté d'intervention de la Maison-Blanche en faveur du président Juan Bosch. En effet, plusieurs coups d'État d'extrême-droite contre des régimes ou des situations virtuellement libérales eurent lieu de janvier à septembre, sans que les États-Unis manifestent une intention précise de nature à s'opposer à ces pronunciamientos. Dans ces cas-là, le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres États inscrit dans la Charte de Bogota fut scrupuleusement respecté par Washington. Le 31 mars 1963, le gouvernement Ydigoras Fuentes fut renversé au Guatemala par les militaires. Motif : il s'agissait d'empêcher le déroulement normal des élections générales à l'issue desquelles la victoire de Juan Jose Arevalo, candidat de Washington, était probable. Le 11 juillet, en Équateur, le président Carlos Arosemena était renversé par une junte militaire qui reprochait au chef de l'État de « trop boire » et « d'avoir des sympathies pour le communisme ». En réalité, il s'agissait pour les militaires et l'oligarchie terrienne de l'Équateur de mettre un terme à la présidence d'un homme dont les perspectives libérales avaient été encouragées par les États-Unis et le comité directeur de l'Alliance pour le Progrès. Ce règlement de compte entre Quito et Guayaquil ne suscita pas de prise de position très claire de la part du Département d'État. Une semaine après la chute de Juan Bosch, le 3 octobre, la passivité des États-Unis allait connaître une nouvelle confirmation dans une situation non sans analogie avec celle de la république Dominicaine, quoique moins grave pour le prestige de J.F. Kennedy. Au Honduras, les forces armées, au nom une fois encore de la « lutte contre le communisme et le castrisme », renvoyaient le président libéral Villeda Morales dans ses foyers. Le Dr Villeda Morales était, au même titre que Juan Bosch, un président constitutionnel légalement élu et bénéficiant de l'encouragement officiel de Washington et des promesses dorées de l'Alliance pour le Progrès. Pour quelle raison J.F. Kennedy aurait-il accepté d'envoyer au large de Saint-Domingue le porte-avions *SS Boxer*, que le président Johnson devait dépêcher en avril 1965 pour s'opposer au retour au pouvoir de Juan Bosch ?...

Personne ne connaîtra jamais la réponse à cette question, de

toute façon complètement dépassée. Du 15 au 26 septembre 1963 les partis de gauche ne tentèrent pas de sauver un Juan Bosch apparemment résigné à son sort. Lui-même ne tenta pas de renouveler cet appel dramatique du 15 juillet en essayant de provoquer une grève générale dans le pays et en demandant au peuple de descendre dans la rue. Il était étrange de constater que des hommes aussi dissemblables que Juan Domingo Peron, Arbenz Guzman ou Juan Bosch adoptaient la même attitude à l'heure de la vérité. Le démagogue Juan Domingo Peron, qui avait proclamé bien haut sa volonté « de lutte anti-impérialiste » du haut du balcon de la Casa Rosada et sa confiance dans le peuple, choisit finalement de se réfugier en septembre 1955 sur une canonnière devant Buenos Aires, plutôt que de lancer un appel à l'insurrection populaire armée contre les militaires. Le colonel Arbenz Guzman, président constitutionnel du Guatemala de 1952 à 1954, refusa l'aide des milices paysannes et populaires pour barrer la route à quelques dizaines de mercenaires guatémaltèques et nicaraguayens financés par la United Fruit avec la bénédiction de la C.I.A. Par crainte du « communisme », Juan Bosch préféra finalement prendre le bateau de l'exil en septembre 1963. Il ne savait sans doute pas à ce moment là qu'il ne faisait que différer l'échéance. En avril-mai 1965, c'est un Juan Bosch déchainé contre « les impérialistes américains » et donnant par téléphone des ordres aux « chefs de l'insurrection communiste de Saint-Domingue » qui recevait ses visiteurs dans sa villa des faubourgs de San Juan de Porto Rieo.

Le Mouvement populaire de Lopez Molina et le 14-Juin de Tavarez Justo n'avaient rien entrepris pour sauver un Juan Bosch réticent à la fois devant une éventuelle aide nord-américaine et une non moins éventuelle insurrection populaire. Ils choisirent la lutte armée contre le triumvirat installé au pouvoir après septembre 1963.

Pour sa part, le Parti Socialiste Populaire (communiste) prit publiquement position contre le mouvement de guérillas en république Dominicaine. Les leaders communistes firent savoir dans leur journal *El Popular*, et cette déclaration fut reprise par le *New York Times* du 24 novembre 1963, qu'ils étaient hostiles à la lutte armée. Cette démarche n'était pas surprenante pour des observateurs avertis de la politique des partis communistes orthodoxes en Amérique latine.

Elle ne troubla apparemment pas les experts de la C.I.A. et du Département d'État qui continuèrent de dénoncer les communistes dominicains orthodoxes comme les instigateurs de toute agitation ou menace d'agitation à Saint-Domingue.

Le Mouvement Populaire Dominicain, né en 1962, s'était surtout implanté dans les milieux ouvriers de la capitale et des centres industriels de l'île. Le 14-Juin était un parti polyclassiste, un parti de masse à l'égal du P.R.D. de Bosch, comprenant des paysans, des ouvriers, des représentants de la classe moyenne et des intellectuels. C'est en novembre 1963 que le M.P.D. et le 14-Juin prirent la décision « d'aller à la montagne ». Pour tenter d'obtenir la reconnaissance des États-Unis, le triumvirat préparait un plan d'élections échelonnées de janvier à juillet 1965. Les élections pour le Congrès étaient prévues en juin et l'élection à la présidence de la République en juillet. Mais cette concession aux formes « démocratiques » n'empêchait pas le nouveau régime de poursuivre activement la « chasse aux sorcières », et plusieurs centaines de personnes avaient déjà, en novembre, été arrêtées ou déportées.

Le 14-Juin possédait en 1963 une expérience, quoique modeste, de la lutte armée. Il tirait même son nom de l'expédition malheureuse de Constanza du 14 juin 1959. Quatre-vingt-deux guerilleros du M.L.D. (Mouvement de Libération Dominicain), soutenu par Cuba, effectuèrent un premier débarquement, suivis le 21 juin par deux cents autres guerilleros du même groupe prenant pied sur les plages de Maimon et Estero Hondo, sur la côte nord de l'île. Répétés par l'aviation et la marine de Trujillo, le second commando fut immédiatement et complètement annihilé. Le commando de Constanza réussit en revanche à se maintenir près de trois mois dans les régions accidentées du centre du pays causant des pertes aux troupes régulières. Le chef de l'opération Constanza était Enrique Jimenez Moya, qui avait combattu aux côtés de Fidel Castro dans la Sierra Maestra. Cette expédition était typique de ce qu'on appelle en Amérique un « fidelazo » c'est-à-dire un coup inspiré par l'épopée fidéliste à Cuba. Mais elle échoua pour diverses raisons.

La principale de ces raisons est sans doute que les jeunes révolutionnaires dominicains, subjugués par le triomphe des colonnes révolutionnaires cubaines, sous-estimèrent la puissance de l'appareil